

# En finir avec la pauvreté!

## Pour une Europe sociale et équitable !

### Document de travail pour la préparation d'une action commune des groupes locaux d'ATTAC en Europe

Le 11 mars dernier, 15 sections européennes d'attac ont publié un communiqué exposant les „10 principes d'attac pour un Traité Européen démocratique“. Ce texte représente, pour les différents comités locaux d'attac réunis à Toulouse, une bonne base de revendications pour la construction d'une Europe sociale et équitable.

Mais notre rencontre à Toulouse prévoit aussi de nous mettre d'accord, dimanche, sur notre travail commun au cours de l'année à venir. Nous avons discuté, au sein du groupe attac de Nuremberg, de nos attentes relatives à cette collaboration. Le plus important est d'essayer de mettre sur pied *des actions portant une même revendication menées simultanément dans différentes villes d'Europe*. Dans cette optique, le plus important est d'étoffer les „10 principes“, bien abstraits, pour pouvoir les « mettre en actes » (c'est-à-dire compris dans la rue.). Ce document est une proposition dans ce sens, que nous autres, à Nuremberg, sommes bien évidemment prêts à modifier si l'on nous fait d'autres suggestions.

#### 1. Trois principes pour définir une priorité orientée vers l'action

Le point 9 du „document des 10 principes“ (Spirale vertueuse des standards sociaux et fiscaux“) est selon nous le pivot autour duquel devrait être construite l'action. Concrètement, les revendications que nous souhaitons voir portées par une action commune devront satisfaire aux trois principes suivants:

a) *Une protection sociale fondée sur l'accès de tous aux droits fondamentaux*: jusqu'à maintenant les politiques néolibérales se sont servies de l'idée européenne pour saper les garanties sociales dans les Etats membres. Nous, comités locaux d'attac, devons à l'inverse revendiquer une protection sociale qui élève les droits sociaux garantis en Europe au rang de standards minimaux.

b) *Le financement d'une telle protection sociale passe par une répartition équitable des impôts et des charges*: il ne suffit pas d'exposer comment améliorer la situation économique des Européens, encore faut-il voir comment financer cette amélioration. Ces dernières années, les prestations sociales ont régressé, essentiellement sous la pression de l'idéologie néolibérale, basée sur la concurrence, qui a conduit les États-membres à réduire à qui mieux mieux les taux d'imposition et la fiscalité. Ces politiques ont favorisé au premier chef les capitaux transnationaux en leur permettant de s'installer dans les pays où ils sont le moins imposés. Ainsi le capitalisme transnational se soustrait de plus en plus à sa responsabilité vis-à-vis de la société et met les États dans l'apparente obligation de restreindre leurs dépenses en diminuant les prestations sociales. Il faut mettre un terme à la politique de concurrence entre les États et mettre en place une fiscalité européenne équitable, qui permettrait à terme une harmonisation des conditions de vie dans toute l'Europe. Le coût des transformations nécessaires doit être essentiellement assumé par le capital transnational: il faut instituer en particulier une fiscalité plus élevée pour les grandes entreprises, les revenus élevés et sur les grosses fortunes. Sans justice sociale, il n'y aura pas d'intégration européenne durable ni pacifique.

c) *une politique étrangère sociale*: une Europe sociale et équitable ne peut fermer les yeux sur le reste du monde. Ne serait-ce qu'à cause de son passé colonial, l'Europe a une responsabilité qui lui fait un devoir de veiller à un rééquilibrage social entre les riches pays du Nord et les pays plus pauvres du Sud. Si l'Europe développe à l'intérieur de ses frontières un modèle social équitable, elle doit endosser la même responsabilité à l'échelon planétaire.

## **2. Une revendication concrète: En finir avec la pauvreté !**

Pour „passer à l'action » il faut résumer ces principes en une revendication concrète. Nous proposons le slogan : „*En finir avec la pauvreté !* Au cours des prochains mois, il faudrait décliner cette exigence en un catalogue de revendications en accord avec les 3 principes cités précédemment:

- a) Faire du droit à ne pas vivre dans la pauvreté (définie en fonction du revenu moyen de chaque État membre) un droit humain opposable. Dans cette optique chaque pays doit définir un revenu minimal d'existence et désigner qui versera en cas de besoin ce revenu minimal.
- b) Chaque État membre devrait évaluer les sommes nécessaires au versement d'une telle allocation, et élaborer un concept permettant son financement par l'augmentation des impôts frappant les grandes fortunes, les revenus élevés et les grosses entreprises. Il faudra aussi tester dans quelle mesure la mise en place d'un taux d'imposition européen minimum permettrait de garantir ce financement.
- c) Il faudrait rechercher la meilleure façon pour l'UE de contribuer à la lutte contre la pauvreté dans le monde. Il existe de nombreuses façons d'aborder le problème. Le mieux serait de mettre les revendications en relation directe avec la politique commerciale extérieure de l'UE. On peut, par exemple, dans le cadre des importations, émettre des exigences relatives aux conditions de travail (y compris le salaire) dans les pays producteurs.

## **3. Calendrier**

Dans le cas où nous nous mettrions d'accord, à Toulouse, pour lancer la campagne dont nous venons de donner les grandes lignes, nous proposons le calendrier suivant :

-avant la pause estivale: rapport des conclusions dans les comités locaux et création sur place de groupes de travail chargés de mettre le concept en œuvre ;

- d'ici à février 2008: élaboration par l'ensemble des groupes de chaque pays d'un concept qui concrétise les revendications 2a (standards sociaux pour en finir avec la pauvreté) et 2b (concept fiscal nécessaire à leur financement) pour le pays en question. En même temps un groupe international (à mettre sur pied à Toulouse) imagine un concept concret pour la revendication 2c (lutte contre la pauvreté à l'extérieur de l'Europe).

- d'ici à avril 2008: Mise sur pied d'une action publique pour illustrer nos revendications, qui sera menée simultanément dans les villes participantes.

- ensuite : rechercher d'autres comités locaux susceptibles de collaborer à la campagne et les mobiliser en prévision de la prochaine...

- ...réunion des comités locaux qui aura lieu en mai 2008.